

Révoltes antiracistes : l'excuse des réseaux sociaux

Océane Raquin

[2024-01-18 jeu. 18:12]

Lors des révoltes antiracistes contre les violences policières, appelant donc à une réforme de la police et, par exemple, à une re-sémantisation de la police comme gestion des pauvres, donc à un transfert de ressources d'un volet purement coercitif (la matraque, le tribunal, la prison) vers la culture, l'éducation, les allocations familiales, le travail social, *etc.*, Emmanuel Macron avait blâmé les réseaux sociaux pour le caractère, imaginait-on, aveugle, disproportionné, de ces révoltes, ciblant des bâtiments et des commerces n'ayant apparemment rien demandé.¹ Débattre de la légitimité de saccager des bâtiments et des commerces n'est pas l'objet de ce billet de blog, et j'en suis de toute façon bien incapable. Je veux seulement signaler que les réseaux sociaux soulignent des révoltes irrationnelles, et donc un court-circuitage, d'office, de la typologie de la rationalité weberienne.

Selon Jean-Hugues Déchaux, la rationalité weberienne est « la cohérence minimale de l'action ». Cette définition emprunte au rasoir d'Ockham : « les multiples ne doivent pas être utilisés sans nécessité ». Une action dont les moyens seraient complètement démesurés ne serait de la sorte pas rationnelle ; si par exemple, la police semble déployer des moyens démesurés, c'est sans doute dans un objectif très rationnel. Max Weber n'avait lui-même pas donné de définition formelle de la rationalité, mais l'avait décliné en quatre formes : la rationalité instrumentale (cohérence minimale de l'action aux intérêts personnels), rationalité axiologique (cohérence minimale de l'action aux valeurs), rationalité affective, et rationalité traditionnelle. Invoquer les réseaux sociaux n'est rationnel que du point de vue où ces quatre formes de rationalité ne pourraient s'appliquer aux révoltes antiracistes.

Or, peuvent-elles être cohérentes par rapport à des objectifs personnels ?

¹Cette prénotion encore n'est même pas vraie dans la mesure où des publications très sérieuses ont dégagé une logique dans les bâtiments dégradés par ces populations révoltées : des banques, des agences de travail précaire, *etc.*

Oui, celui de ne pas être tué à bout portant par un policier, alors que l'on tentait de fuir une arme braquée sur nous en démarrant. Sont-elles cohérentes par rapport à des valeurs ? Peut-être – peut-être ces jeunes veulent-ils défendre leurs communautés, leurs familles, ou simplement voir leurs petits frères et leurs petites sœurs grandir dans la sécurité. Peut-elle être cohérente par rapport aux affects ? Certainement : les mensonges de l'État et des médias bourgeois, sur Nahel et sur le déroulé des événements, ainsi que l'impunité programmée de ses assassins a de quoi, effectivement, donner envie de casser des trucs. (J'avais envie de retourner mon appart, moi aussi.) Enfin, est-elle cohérente par rapport à des traditions ? Probablement pas. Les évocations de l'extrême-droite comme « ennemie de la jeunesse » n'apparaissent par exemple que comme un aveu pathétique de son incapacité de convaincre par ces trois premières formes de rationalité.

Reste enfin la question de la proportion des moyens quant aux objectifs visés, que je ne peux que soulever, sans y répondre. Détruire ces bâtiments était-il excessif, afin de mettre fin aux violences policières ? Peut-on mettre fin, de manière pacifiste, aux violences policières ? Je pense que les milieux de gauche y jouent un rôle d'une gravité que je ne saurais euphémiser : ce n'est pas de tentatives malaisées de convergence dont nous avons besoin, entre par exemple le collectif Justice et Vérité pour Adama et Alternatiba, mais bien une décolonisation de nos milieux militants. Il est de la responsabilité des syndicalistes de :

1. mener des campagnes antiracistes, sur leurs lieux de travail,
2. accueillir des travailleuses racisées, notamment précaires,
3. s'intéresser à elleux, leur poser des questions (par exemple sur leurs pays d'origine, lorsqu'il s'agit d'immigrés de première génération ; ne serait-ce que connaître leurs prénoms...), ce qui n'est pas gagné, même sur des piquets de grève ou lors de putains d'occupations (où on est généralement entre nous la plupart de la journée).

Il est alors capital de décoloniser les syndicats et, pour nous autres, syndicalistes blanches, de sortir de nos zones de confort ; de créer un environnement *safe* pour nos camarades, et non seulement de défendre l'antiracisme en réunion, mais aussi à un niveau organisationnel, à travers nos statuts. Nos syndicats ne doivent pas seulement être inclusifs, et intégrer des camarades racisés dans une solidarité masculine et ouvrière « comme s'ils étaient blancs » ; nos syndicats doivent devenir antiracistes, sans compromis.

La « violence », peut-être nécessaire mais non suffisante de ces révoltes, qui au final dessert, dans les médias, les causes de minorités acculées, est notre échec ; c'est l'échec d'un antiracisme de façade et d'un racisme, dans nos syndicats, bien réel.

Enfin, faire porter la responsabilité de ces révoltes aux réseaux sociaux permet d'en déshumaniser les participantts, les victimes de ces derniers étant qualifiées de « meute débile et inculte » par Yann Moix, assimilées à l'homme en état de nature de Loke par une multitude de commentaires dont on ne sait plus, au final, s'il s'agit d'une publication originale ou d'un commentaire de commentaire, et j'en passe. Traiter cette déshumanisation, que l'on peut assimiler au « racisme anti-pauvres » évoqué par Robert Castel dans son analyse des mutations de notre rapport au travail (Castel 1995), sortirait cependant du cadre de ce billet ; on peut toutefois avancer que cette déshumanisation renvoie symboliquement à celle des personnes racisées, que des formes sombres, anonymes, mouvantes sont privilégiées ; bref, que l'utilisataire haineux en ligne, ennemi intérieur masqué par son pseudonyme, et d'ailleurs sommé de dévoiler son patronyme, serait fantasmé comme un collégien maghrébin plutôt que comme un jeune adulte effectivement issu de familles pauvres, ou atteint d'un handicap, ou alors tentant de se faire un groupe de potes dans son établissement scolaire, et happé par la propagande que constituent les modalités d'interaction sur Twitter et sur Instagram.

References

Castel, Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*. L'espace du politique. Paris: Fayard. 490 **pagetotals**. ISBN: 978-2-213-59406-6.